



iFi-LATINECO

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE LATINO-AMÉRICAINE

Juillet 2009



iFi-LATINECO

11 rue Tronchet - F-75008 PARIS

Tél. : +33 (0) 1 47 42 23 05 | Fax : +33 (0) 1 40 06 90 79 | ifi-info@latineco.com

www.latineco.com

SOMMAIRE

AMÉRIQUE LATINE	4
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	4
Le Honduras sous les feux de l'actualité	4
ARGENTINE	5
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	6
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	7
Gouvernement affaibli ?	7
PIB en baisse	7
Davantage de pauvres et de licenciements à Buenos Aires	8
Crise fiscale ?	8
BRÉSIL	9
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	10
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	11
Tumultes autour de José SARNEY	11
Le bon score des exportations en juin	11
M&A : les groupes étrangers davantage impliqués	11
L'IPI réduit prorogé	12
Nouvelle baisse du revenu moyen réel	12
CHILI	13
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	14
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	15
Des nouvelles du « trio présidentiel »	15
De nouveaux milliards pour la relance économique	15
Les jeunes, principales victimes du chômage	15
Les IED imperméables à la crise	16
COLOMBIE	17
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	18
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	19
Une actualité (presque) calme	19
Officiellement en récession	19
Exportations : chute importante en avril	19
Remesas : Europe en forme, Venezuela et États-Unis en berne	20
MEXIQUE	21

<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	22
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	23
CALDERÓN victime des crises.....	23
Baisse spectaculaire des <i>remesas</i> en mai.....	23
Impayés des entreprises en hausse	23
Mauvaise passe pour la production industrielle.....	24
URUGUAY	25
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	26
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	27
Présidentielles : les candidats connus	27
Réduction du déficit commercial	27

AMÉRIQUE LATINE

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

Le Honduras sous les feux de l'actualité

La soudaine expulsion du président hondurien **Manuel Zelaya** de son propre pays par les militaires pour avoir voulu modifier la constitution en sa faveur (réélection du président de la République) a surpris plus d'un observateur. Les chefs d'État du continent ont unanimement condamné ce coup d'État qui rappelle les mauvaises heures de la politique latino-américaine.

En y regardant de plus près, on constate que cet événement suit une certaine logique. Élu en 2005 sous la bannière des conservateurs, M. Zelaya a depuis opéré un virage à gauche en se rapprochant notamment de son homologue vénézuélien **Hugo Chávez** (voir plus bas). Ce changement idéologique n'a bien sûr pas plu à ses soutiens de départ, parmi eux le clergé et l'armée, CQFD.

Aux dernières nouvelles, une médiation du président costaricien **Oscar Arias** a été mise en place entre les deux « présidents » du Honduras, à savoir Manuel Zelaya le déchu et **Roberto Micheletti**, installé par le Congrès au plus haut poste du pouvoir hondurien.

Cette actualité brûlante a occulté un autre événement digne d'intérêt. En effet, quelques jours avant le coup d'État au Honduras s'est tenu au Venezuela le VI^{ème} sommet extraordinaire de l'**Alternative bolivarienne pour les peuples d'Amérique** (ALBA), dont le Honduras est par ailleurs membre depuis l'an dernier. C'est à l'occasion de ce sommet que le bloc socialiste a accueilli trois nouveaux membres dont le plus important au niveau politico-économique est l'Équateur. Cette adhésion confirme les liens politiques et idéologiques qu'entretient le président équatorien **Rafael Correa** avec Hugo Chávez, initiateur de l'ALBA.

À noter : l'ALBA est désormais composé de neuf membres, à savoir le Venezuela, Cuba, la Bolivie, le Honduras, le Nicaragua, l'Équateur et trois États antillais (Dominique, Saint-Vincent-et-les-Grenadines et Antigua-et-Barbuda).

ARGENTINE



FICHE PAYS

Nom officiel República Argentina

Superficie 2 791 810 km²

Population 39,4M d'hab.

Densité de population 14,11 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Buenos Aires - 3,1M d'hab. (Agglo. : 13,5M d'hab.)

Villes principales

Córdoba - 1,4M d'hab.

Rosario - 1M d'hab.

Mendoza - 870 000 hab.

Régime politique République fédérale (23 provinces + Capitale fédérale)

Chef d'État Cristina Elisabet Fernández de Kirchner (2008-2012)

Monnaie Peso (ARS)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

ARGENTINE		2007	2008	2009 ^P
PIB (Md\$)		250,0	266,3	262,0
PIB (Δ %)		8,7	5,0	-1,6
PIB/hab. (\$)		6 427	6 759	6 739
Taux d'intérêt court* (%)		11,5	11,5	11,5
Taux d'inflation (Δ %)		20,0**	22,0**	18,0**
Taux de chômage* (%)		9,8	9,8	11,5
Solde commercial (Md\$)		14,5	13,18	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		45,0	48,9	46,1
Dettes extérieures* (Md\$)		120,6	127,3	128,1
Taux de change (ARS) au 31/12	/USD	3,14	3,45	
	/EUR	4,6	4,92	

*Dernière donnée connue | **Calcul réel non-officiel

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
25,8	63,5	10,7

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

ARGENTINE

Gouvernement affaibli ?

Avant les élections, tout changement dans le gouvernement aurait pu susciter l'espoir de modifications dans la conduite des affaires. Maintenant, et de manière paradoxale, face au résultat des législatives défavorable au pouvoir et face au remaniement de l'équipe gouvernementale qui a suivi, nombreux sont les dirigeants des groupes économiques qui se demandent qui détient le pouvoir et de quelle manière. La préoccupation des entreprises s'est manifestée, par exemple, dans deux rapports présentés par deux entreprises emblématiques qui sont YPF (énergie) et Techint (industrie), inquiètes et pessimistes sur l'avenir à court terme du pays.

Par ailleurs, le changement de ministres décidé par les **Kirchner** n'a satisfait que le groupe concerné : tous font partie de la garde rapprochée du couple présidentiel et sont des fidèles exécuteurs du « modèle K » mentionné à chaque occasion et dont tout le monde se demande en quoi il consiste et sur quelles idées il se base. De plus, l'ouverture vers le dialogue avec les secteurs représentatifs du pays semble encore être ignorée.

PIB en baisse

La stagnation de la production et l'affaiblissement du peso ont poussé le PIB du pays à la baisse à 280 milliards de dollars contre 327 milliards atteints en 2008. Cette chute représente ainsi une perte de valeur et de revenus des argentins par rapport au reste du monde.

Les 20% de hausse du dollar des derniers mois va provoquer une hausse de la dette externe. Par ailleurs, les secteurs industriel et agricole font pression pour une dévaluation de la devise locale dont la valeur est estimée à près de 4 unités par dollar pour la fin de l'année.

PS 1 : lors de l'écroulement économique que le pays a connu en 2002, le PIB annuel était descendu à 100 milliards de dollars.

PS 2 : en extrapolant sur les données du Mexique, le coût économique de l'épidémie de grippe A en Argentine, deuxième pays de la région le plus touché, pourrait osciller entre **1,6 milliard** et **8 milliards de dollars**.

Davantage de pauvres et de licenciements à Buenos Aires

Selon l'institut **SEL Consultores**, il y a dans l'agglomération de Buenos Aires 4 millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté. De ce total, 1,2 million sont indigents, ce qui veut dire qui ne disposent pas de moyens pour subvenir à leurs besoins de base. Au fur et à mesure qu'on s'éloigne des limites de la capitale, les taux de pauvreté et d'indigence augmentent à, respectivement, **49,1%** et **17,2%** contre 13,9% et 3,1% à Buenos Aires.

Le taux de chômage s'aggrave aussi au fur et à mesure de l'éloignement du centre-ville. Actuellement, il y aurait **750 000** personnes à la recherche d'un travail (les statistiques officielles estiment qu'ils ne seraient que 530 000).

Parallèlement, en mai dernier, **24 301** personnes ont été licenciées dans la zone contre 1 353 en mai 2008. Les secteurs les plus concernés par les licenciements sont la construction, les hydrocarbures, la pêche et le commerce.

Crise fiscale ?

Passées les élections, l'État continue à utiliser ses réserves pour contenir le cours du dollar, la fuite des capitaux persiste (selon Ricardo López Murphy, sur les deux dernières années, la fuite de capitaux est estimée au près des 40 milliards de dollars), l'industrie manufacturière est en récession et l'investissement en recul (en mai, l'investissement interne brut a atteint 4,4 milliards de dollars, soit 20,1% de moins qu'en mai 2008).

Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que malgré les aides de la Banque centrale, le déficit financier ait grimpé à **300 millions de dollars** en cinq mois et que la collecte fiscale ait chuté de **10%** en termes réels. Le déséquilibre entre revenus et dépenses fiscales est évident, sans oublier le déficit entre le gouvernement central et les provinces estimé fin 2009 à **8 milliards de dollars**. Le gouvernement a déjà annoncé qu'il piochera près de 2,7 milliards de dollars dans les trésors de la sécurité sociale et de la Banque centrale. De même, entre autres dépenses, l'État devra le 3 août prochain verser **2,5 milliards de dollars** pour payer le coupon des obligations (Boden 2012).

Enfin, sans d'autres sources de financement et sans possibilité d'une aide substantielle du **Fonds monétaire international**, on se demande comment les **Kirchner** pourront faire face aux engagements de 2010 sans frôler le *default*.

BRÉSIL



FICHE PAYS

Nom officiel República Federativa do Brasil

Superficie 8 511 965 km²

Population 189,6M d'hab.

Densité de population 22,27 hab./km²

Langue officielle Portugais

Capitale Brasília - 2,4M d'hab.

Villes principales

São Paulo - 11M d'hab. (Agglo. : 19,7M d'hab.)

Rio de Janeiro - 6,14M d'hab. (Agglo. : 11,4M d'hab.)

Salvador - 2,9M d'hab. (Agglo. : 3,6M d'hab.)

Belo Horizonte - 2,4M d'hab. (Agglo. : 5M d'hab.)

Régime politique République fédérale (26 États + District fédéral)

Chef d'État Luiz Inácio Lula da Silva (2007-2010)

Monnaie Réal (BRL)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

BRÉSIL		2007	2008	2009 ^P
PIB (Md\$)		1 350,0	1 418,9	1 416,1
PIB (Δ %)		5,4	5,1	-0,2
PIB/hab. (\$)		7 341	7 462	7 566
Taux d'intérêt court* (%)		11,25	13,75	9,25
Taux d'inflation (Δ %)		4,46	6,2	4,42
Taux de chômage* (%)		9,0	7,8	8,9
Solde commercial (Md\$)		40,0	24,8	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		170,0	200,0	192,9
Dettes extérieures* (Md\$)		147,8	212,9	193,1
Taux de change (BRL) au 31/12	/USD	2,14	2,18	
	/EUR	2,6	3,28	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
27,0	66,8	6,2

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

BRÉSIL

Tumultes autour de José SARNEY

L'ex-président de la République (1985-1990) et actuel président du Sénat et du Congrès est actuellement au cœur d'un scandale de corruption impliquant des membres de sa famille. En effet, certains proches de **José Sarney** auraient été nommés de manière suspecte à de hautes fonctions publiques sans pour autant les exercer. Par ailleurs, **Roseana Sarney**, fille de José Sarney, sénatrice et gouverneure de l'État du Maranhão (Nordeste), est accusée d'avoir utilisé des fonds publics pour rémunérer son majordome.

Cette affaire est délicate pour le président Lula. En effet, José Sarney est une figure éminente du **Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB)**, principal allié du Parti des travailleurs au pouvoir.

PS : **Roberto Mangabeira Unger** a démissionné de son poste de ministre des Affaires stratégiques et retourne enseigner à l'université d'Harvard.

Le bon score des exportations en juin

Au début de l'été, les exportations brésiliennes se sont fait particulièrement remarquer. En effet, en juin dernier, leur montant a atteint le chiffre de **14,47 milliards de dollars**, soit le montant le plus élevé depuis novembre 2008, mais en baisse de 22% comparé à juin 2008.

De leur côté, les importations se sont chiffrées à **9,84 milliards de dollars**, soit le montant le plus élevé depuis janvier 2009.

Les deux chiffres donnent un excédent commercial de **4,63 milliards de dollars**, supérieur de près de 70% à celui de juin 2008, et le plus élevé depuis décembre 2006.

PS : sur le premier semestre de 2009, le Brésil affiche un excédent commercial de près de **14 milliards de dollars**, en hausse interannuelle de 24%.

M&A : les groupes étrangers davantage impliqués

Le consultant **PricewaterhouseCoopers** a recensé **207** opérations de fusions acquisitions dans le pays au cours des cinq premiers mois de 2009. Dans la période, **42%** des opérations ont été réalisées par des groupes étrangers contre près de 25% en janvier-mai 2008. Ce pourcentage de 42% est le plus élevé pour la période depuis 2004.

L’IPI réduit prorogé

Le gouvernement a décidé de proroger la réduction du taux de l’**Impôt sur les produits industrialisés (IPI)** pour les véhicules, camions, articles électroménagers, matériaux de construction, blé, farine, pain et biens de capital. Dans le cas des véhicules automobiles (seconde prorogation), le mesure sera effective jusqu’à la fin septembre, puis, à partir d’octobre, le taux commencera à augmenter pour atteindre en janvier 2010 son niveau d’origine.

La réduction de l’IPI fait partie des mesures anti-crise des pouvoirs publics permettant de stimuler la consommation et de préserver l’emploi dans les secteurs concernés.

PS : cette mesure a permis jusqu’à 50% de ventes en plus de produits blancs. Selon l’association de fabricants **Eletros**, en mai dernier, les ventes du segment ont crû de **20%** comparé à mai 2008.

Nouvelle baisse du revenu moyen réel

Dans son étude mensuelle sur l’emploi, l’institut local public de statistiques (IBGE) a constaté une baisse de **1,1%** entre avril et mai derniers du revenu moyen réel du salarié résidant dans les zones métropolitaines du pays, à **1 311,70 reais**, soit environ **672 dollars**. Cette baisse mensuelle est la quatrième consécutive.

CHILI



FICHE PAYS

Nom officiel República de Chile

Superficie 756 626 km²

Population 16,6M d'hab.

Densité de population 21,94 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Santiago - 4,9M d'hab.

Villes principales

Valparaíso - 300 000 hab. (Agglo. : 803 683 hab.)

Concepción - 216 061 hab. (Agglo. : 666 381 hab.)

Régime politique République

Chef d'État Verónica Michelle Bachelet Jeria (2006-2010)

Monnaie Peso (CLP)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

CHILI		2007	2008	2009 ^P
PIB (Md\$)		135,6	140,5	139,1
PIB (Δ %)		5,1	3,6	-1,0
PIB/hab. (\$)		8 748	8 464	8 470
Taux d'intérêt court* (%)		5,75	8,25	0,50
Taux d'inflation (Δ %)		7,8	7,1	3,1
Taux de chômage* (%)		7,7	7,8	10,2
Solde commercial (Md\$)		23,8	10,16	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		16,32	24,09	22,8
Dettes extérieures* (Md\$)		51,69	51,69	51,69
Taux de change (CLP) au 31/12	/USD	512,0	630,3	
	/EUR	707,0	914,8	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
23,6	67,6	8,8

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

CHILI

Des nouvelles du « trio présidentiel »

Le 17 juin dernier, l'ancien président **Eduardo Frei** a officiellement lancé sa campagne présidentielle en tant que candidat de la coalition de gauche (*Concertación*) lors d'un meeting au théâtre Caupolicán de Santiago. La plupart des ministres du gouvernement étant présents lors de l'événement tandis la présidente **Michelle Bachelet** a laissé un message vidéo à l'attention du candidat, des soutiens qui ne seront pas de trop pour M. Frei s'il veut battre son principal adversaire **Sebastián Piñera**.

Ce dernier, quant à lui, a effectué un tour d'Europe des leaders de la droite continentale. Il a notamment été reçu fin juin à l'Élysée par **Nicolas Sarkozy** pour un entretien d'une heure. Cette tournée aura eu l'avantage pour le candidat de la droite à la présidentielle chilienne de soigner la fameuse « stature internationale » nécessaire à l'exercice du pouvoir suprême.

Enfin, le *challenger* **Marco Enríquez Ominami** a lui quitté le **Parti socialiste**. Pour le jeune député, cette démission était l'une des conditions obligatoires pour se présenter sous l'étiquette des indépendants au suffrage présidentiel de décembre prochain.

De nouveaux milliards pour la relance économique

Afin de compenser notamment la baisse des recettes fiscales, le gouvernement va mettre sur la table **5,7 milliards de dollars** dans un nouveau plan de relance. Sur ce montant, 4 milliards de dollars proviennent du **Fonds de stabilisation économique et sociale** (FSES) et 1,7 milliard de dollars de l'émission de bons.

Créé en 2007 avec un apport initial de 2,58 milliards de dollars, le FSES a pour but la constitution d'une « cagnotte » lors des périodes de croissance économique pour pouvoir ensuite l'utiliser lors des périodes creuses, comme c'est le cas actuellement.

Rappel : le dernier plan de relance économique chilien date de janvier dernier et s'élevait à **4,1 milliards de dollars**.

Les jeunes, principales victimes du chômage

Selon les statistiques officielles, au cours de la période mars-mai 2009, le taux de chômage a atteint **10,2%**, soit le taux le plus haut pour la période depuis mars-mai 2004 (10,7%). Dans six Régions sur les quinze que compte le pays, le taux est à deux

chiffres, avec comme zones les plus touchées les Régions centrales XI (14,5%), VIII (11,6%) et V (11,4%).

Du côté des 15-24 ans, le taux se chiffre à plus du double de celui de la moyenne nationale, c'est-à-dire **23,4%**, soit 223 670 jeunes sans emploi.

Ceux-ci, souvent sans expérience ni qualification, sont parmi les premiers à subir les licenciements en temps de crise.

Les IED imperméables à la crise

Au cours du premier semestre de cette année, le montant total des investissements étrangers directs s'élève à près de **4,4 milliards de dollars**, soit le chiffre le plus haut pour la période depuis huit ans.

Durant ces six mois, le secteur de l'électricité a particulièrement été en vedette avec **15,8%** du total des IED autorisés. Mais ce sont surtout les **2,8 milliards de dollars** que l'étasunien **Wal-Mart** a dépensé pour acquérir **D&S** qui ont le plus pesé.

COLOMBIE



FICHE PAYS

Nom officiel República de Colombia

Superficie 1 141 748 km²

Population 41,97M d'hab.

Densité de population 36,76 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Santa Fe de Bogotá - 6,8M d'hab. (Agglo. : 8M d'hab.)

Villes principales

Medellín - 3,5M d'hab.

Santiago de Cali - 2,6M d'hab.

Barranquilla - 1,7M d'hab.

Régime politique République

Chef d'État Álvaro Uribe Vélez (2006-2010)

Monnaie Peso (COP)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

COLOMBIE		2007	2008	2009 ^P
PIB (Md\$)		172,4	176,7	177,4
PIB (Δ %)		7,52	2,5	0,4
PIB/hab. (\$)		4 108	4 251	4 227
Taux d'intérêt court* (%)		9,5	10,0	5,0
Taux d'inflation (Δ %)		5,69	7,67	4,0
Taux de chômage* (%)		11,2	10,1	11,7
Solde commercial (Md\$)		-0,82	-5,0	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		20,66	23,12	23,12
Dettes extérieures* (Md\$)		43,3	45,85	46,8
Taux de change (COP) au 31/12	/USD	2 235	2 194	
	/EUR	2 944	3 227	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
29,4	65,1	5,5

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

COLOMBIE

Une actualité (presque) calme

Après plusieurs semaines où le débat juridico-politique à propos de la possible loi mettant en place un référendum en faveur ou non d'une seconde réélection présidentielle a occupé une bonne partie du terrain médiatique, le contexte politique local s'est quelque peu assagi.

Notons tout de même la demande d'emprisonnement de l'ex-ministre de la Défense nationale **Juan Manuel Santos** de la part d'un juge équatorien, demande bien entendu rejetée par la Colombie, qui a pour origine l'incursion de l'armée colombienne en territoire équatorien en mars 2008 ayant abouti à une vingtaine de morts dont celle du leader FARC **Raúl Reyes**. Cet incident témoigne des tensions politiques qui demeurent encore entre les deux pays andins.

Autre fait notable : la désignation du sénateur **Jaime Dussán** comme nouveau chef du **Pôle démocratique alternatif**, le principal parti d'opposition, suite au départ de **Carlos Gaviria Díaz** qui se lance en campagne présidentielle.

Officiellement en récession

D'après les calculs des statistiques officielles, le PIB a reculé de **0,6%** au cours du premier trimestre en variation interannuelle. Étant donné qu'une baisse du PIB a également été constatée lors du trimestre précédent (-1,0%), la Colombie est donc entrée officiellement en récession.

Au premier trimestre de 2009, le secteur à avoir subi le plus fort recul est celui de l'industrie manufacturière avec une chute interannuelle du PIB de près de 8%.

Exportations : chute importante en avril

Le commerce extérieur colombien continue de susciter des inquiétudes. En effet, en avril dernier, le montant des exportations mensuelles s'est chiffré à **2,47 milliards de dollars**, soit **27,7%** de moins qu'en avril 2008.

Sur les quatre premiers mois de cette année, on a enregistré **9,94 milliards de dollars** d'exportations dans le pays, chiffre inférieur de **17,3%** à celui de la même période de 2008. Les excédents les plus importants ont été enregistrés avec le Venezuela, le Pays-Bas, l'Équateur, le Royaume-Uni et les États-Unis tandis que les déficits les plus élevés l'ont été avec la Chine, le Brésil, le Mexique et l'Allemagne.

Remesas : Europe en forme, Venezuela et États-Unis en berne

Selon la Banque centrale, au cours du premier trimestre de 2009, le montant total des fonds que les émigrés colombiens ont envoyé vers leur pays d'origine (*remesas*) s'est élevé à près de **1,1 milliard de dollars**, soit une baisse de plus de **4%** comparé au premier trimestre de 2008.

Dans la période, alors que les fonds en provenance des Colombiens installés au Venezuela et aux États-Unis chutaient respectivement de 23,4% et 9,3%, ceux en provenance des Colombiens vivant sur le Vieux continent (en Espagne notamment) ont eux crû de près de **7%**.

MEXIQUE



FICHE PAYS

Nom officiel Estados Unidos Mexicanos

Superficie 1 964 375 km²

Population 105,8M d'hab.

Densité de population 53,86 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Ciudad de México - 8,7M d'hab. (Agglo. : 22M d'hab.)

Villes principales

Guadalajara - 4,2M d'hab.

Monterrey - 3,8M d'hab.

Puebla - 2,6M d'hab.

Régime politique République fédérale (31 États + District fédéral)

Chef d'État Felipe de Jesús Calderón Hinojosa (2006-2012)

Monnaie Peso (MXN)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

MEXIQUE		2007	2008	2009 ^P
PIB (Md\$)		893,6	908,8	847,0
PIB (Δ %)		3,2	1,7	-6,8
PIB/hab. (\$)		8 446	9 513	9 085
Taux d'intérêt court* (%)		7,5	8,25	5,31
Taux d'inflation (Δ %)		3,76	6,56	4,6
Taux de chômage* (%)		3,4	4,25	4,75
Solde commercial (Md\$)		-11,1	-16,84	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		75,7	77,13	74,38
Dettes extérieures* (Md\$)		163,0	163,0	163,0
Taux de change (MXN) au 31/12	/USD	10,9	13,34	
	/EUR	16,2	19,45	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
29,6	64,3	6,1

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

MEXIQUE

CALDERÓN victime des crises

Selon une enquête, le mois dernier le président **Felipe Calderón** a recueilli **51,6%** d'opinions favorables, soit deux points de moins qu'en mars. Dans le contexte actuel, la tâche gouvernementale n'est pas facile et apparaît ingrate car le pays subit non seulement les retombées de la crise mondiale mais surtout celle de son voisin du nord et principal partenaire économique, les États-Unis. Par comble de malheur, une épidémie de grippe a pris naissance au Mexique portant un coup dur à toutes les activités liées au tourisme. Enfin, la défaite du **Parti action nationale (PAN)**, parti au pouvoir, aux dernières législatives risque d'aggraver la situation d'un pays si l'opposition du **Parti de la révolution démocratique (PRI)**, vainqueur du scrutin, essaye d'entraver et/ou d'attaquer les projets gouvernementaux.

Felipe Calderón sera obligé de trouver des compromis, par tous les moyens, avec la nouvelle opposition pour pouvoir gouverner le pays en cette période difficile.

Baisse spectaculaire des *remesas* en mai

Durant le cinquième mois de cette année 2009, le pays a reçu **1,9 milliard de dollars** de ses émigrés installés à l'étranger (aux États-Unis principalement). Ce chiffre est inférieur de **19,87%** à celui de mai 2008, soit la baisse mensuelle la plus importante enregistrée depuis 1996.

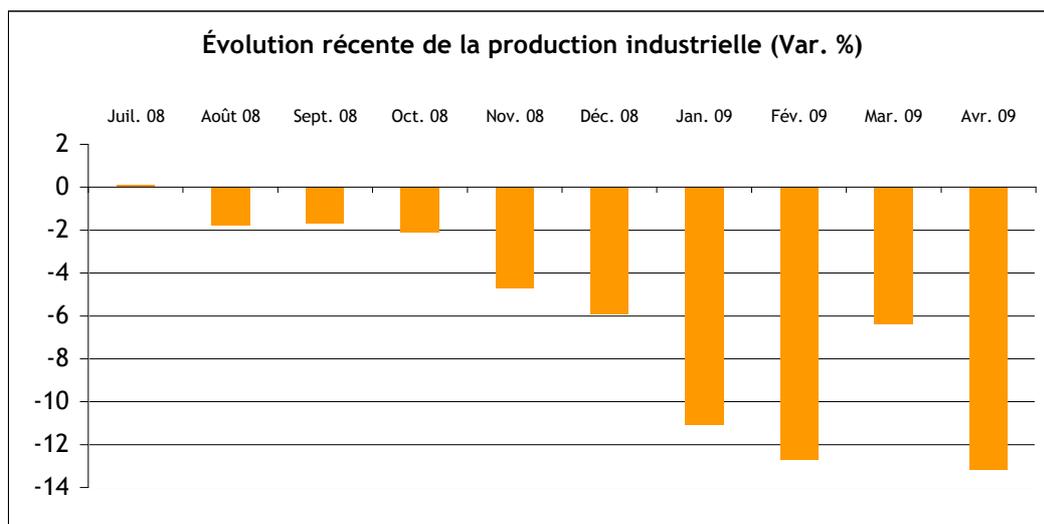
Au total, entre janvier et mai 2009, le montant des *remesas* s'est chiffré à **9,16 milliards de dollars**, soit **11,25%** de moins qu'en janvier-mai 2008.

À noter : le montant moyen d'une *remesa* au mois de mai dernier a été de **302 dollars**.

Impayés des entreprises en hausse

Selon une étude de **Standard & Poor's**, le montant des impayés des entreprises mexicaines atteint **0,75%** du PIB, soit le taux le plus élevé depuis 2003. Cependant, on est encore loin du taux affiché durant la crise de 1995 : **10,84%**.

Mauvaise passe pour la production industrielle



PS : en avril dernier, la chute la plus importante de la production industrielle a été enregistrée par le secteur des équipements de transport (-42,1%).

URUGUAY



FICHE PAYS

Nom officiel República Oriental del Uruguay

Superficie 176 215 km²

Population 3,42M d'hab.

Densité de population 19,41 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Montevideo - 1,7M d'hab.

Villes principales

Salto - 100 572 hab.

Maldonado - 100 000 hab.

Paysandú - 86 000 hab.

Régime politique République

Chef d'État Tabaré Ramón Vázquez Rosas (2005-2010)

Monnaie Peso (UYU)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

URUGUAY		2007	2008	2009 ^P
PIB (Md\$)		12,5	13,6	13,7
PIB (Δ %)		7,43	8,9	0,6
PIB/hab. (\$)		3 655	3 977	4 006
Taux d'intérêt court* (Δ %)		7,0	7,25	8,0
Taux d'inflation (%)		8,5	9,19	7,4
Taux de chômage* (%)		8,9	7,0	7,8
Solde commercial (Md\$)		-0,4	-2,8	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		3,52	4,0	7,48
Dettes extérieures* (Md\$)		13,7	13,7	13,7
Taux de change (UYU) au 31/12	/USD	21,9	24,3	
	/EUR	32,2	34,8	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
22,7	64,0	13,3

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

URUGUAY

Présidentielles : les candidats connus

Fin juin dernier, les uruguayens se sont rendus aux urnes (44% de participation pour le seul scrutin non obligatoire du système électoral local) dans le cadre des primaires visant à désigner les candidats des principaux partis à l'élection présidentielle prévue à l'automne prochain :

Frente Amplio : le représentant de la coalition de gauche au pouvoir sera le sénateur et ex-guérillero **José « Pepe » Mujica**, qui a obtenu 54% des voix, contre 37% pour **Danilo Astori**, également sénateur et ancien ministre de l'Économie de l'actuel président **Tabaré Vázquez** > www.pepetalcuales.com.uy

Parti national : c'est l'ancien président de la République **Luis Alberto Lacalle** (1990-1995) qui a été choisi pour représenter la formation de centre-droit > www.lacalle.com.uy

Parti Colorado : avec un score sans appel (75% des voix), **Pedro Bordaberry** portera les couleurs de la droite uruguayenne. Au début de la décennie, il a notamment détenu les portefeuilles ministériels de l'Industrie, de l'Énergie et du Tourisme > www.vamosuruguay.com.uy

Réduction du déficit commercial

Sur la période janvier-avril 2009, la Banque centrale a informé que le pays a réalisé 1,5 milliard de dollars d'exportations et 1,88 milliard de dollars d'importations, donnant un déficit commercial sur le premier tiers de l'année de **381 millions de dollars**. Ce chiffre est **57%** inférieur à celui de la même période de l'année dernière.